

Le Tartuffe Macron prétend, comme les “je suis Charlie” que la liberté d’expression doit être libre

écrit par Christine Tasin | 7 janvier 2018



Face à Erdogan, il fait le beau, il joue au donneur de leçons,
au démocrate...

Le passage à partir de la minute 52 est succulent... ou bien
donne des envies de meurtre, c’est selon :

Sur le sujet de la liberté d’expression, il est complet, il ne se divise pas. Je
crois que c’est ça ce qui caractérise l’état de droit.

“La lutte contre le terrorisme c’est la lutte contre les personnes qui agissent pour
détruire, pour tuer, ou qui y sont liées et qui constituent une menace radicale pour
la sécurité publique”.

[...]

“Mais exprimer une opinion, si elle n’est pas une invitation au crime,
si elle n’est pas une opinion qui consiste à détruire l’autre ou à
définir ces thèses revendiquées comme étant terroristes, nous en avons
une définition claire, **alors c’est une opinion. Et elle doit être**

libre. C'est ça l'état de droit."

"Et la liberté d'opinion, d'expression, de conscience, **c'est un bloc.** Voilà ma conviction profonde. **Il ne se divise ni ne se détricote, il est absolu."**

Intéressant, non ?

Un projet pour abolir les lois Pleven, Gayssot, Taubira, monsieur Macron ?

Un projet pour remettre en question le projet de loi contre "[les fake news](#)", monsieur Macron ?

C'est un bel exercice de mensonge public, comparable à celui de toutes les sangsues de la République qui défilaient il y a 2 ans pour la Liberté d'expression avec leur pancarte "je suis Charlie" .

"je suis Charlie", disait Hidalgo, juste avant de porter plainte contre Riposte laïque pour un dessin la caricaturant.

"je suis Charlie", disaient et bramaient les fossoyeurs de la liberté d'expression habituels de la LDH et de la Licra...

"je suis Charlie" disent les faux-culs du *Printemps français*, dont Clavreul qui chasse sur Internet le malheureux patriote à faire condamner pour son opposition à l'islam ou à l'immigration.

"je suis Charlie"dit Macron à sa manière devant Erdogan...

Chacun peut juger des postures, ou plutôt des mensonges flagrants de celui qui nous sert de président, hélas.

En conclusion ces extraits d'un article d'Atlantico consacré à "Je suis Charlie", article rédigé par la socialiste Chloé Morin, proche de Ayrault et Valls pour lesquels elle a travaillé. Même si elle a tendance à voir du positionnement politique là où il n'y a que prise de conscience de la réalité, elle soulève des points alarmants dans la situation

française, c'est dire...

Pourquoi le "je suis Charlie" recrée le clivage droite gauche plus que tout autre enjeu politique actuel

Trois ans après l'attentat contre Charlie Hebdo, une majorité de Français se disent toujours "Charlie", mais leur nombre baisse, en particulier à droite.

[...] il est important de souligner que le débat dépasse largement le clivage gauche/droite. Il existe dans les deux camps – et au delà, car il faut toujours garder à l'esprit qu'une large minorité de Français ne se sent ni « de droite », ni « de gauche » sans pour autant être apolitique – une adhésion à un logiciel républicain universaliste, résolument anticomunitariste, et une tendance à l'affirmation identitaire et à l'exacerbation du différentialisme, qui aboutit souvent à une logique victimaire. **Dès lors qu'on considère que l'Etat et la société doivent reconnaître les spécificités de telle ou telle communauté – religieuse, sexuelle, régionale, ethnique...-, la caricature est rejetée comme une négation intolérable et un rejet de ce que l'on est. Derrière les « anti » ou « non-Charlie », il y a des gens « de gauche » qui considèrent que la caricature est une misère de plus infligée à des populations souvent modestes et ayant souffert la colonisation européenne (parmi les « non Charlie » de gauche, 34% disent qu'à travers ses caricatures Charlie va trop loin, et 23% considèrent que la liberté de caricaturer les religions doit s'arrêter au blasphème), mais aussi des gens « de droite » qui par là défendent un retour du religieux dans la définition des normes sociales communes (47% des gens « de droite » qui se disent « pas Charlie » estiment ainsi que Charlie hebdo va trop loin, et 24% que la liberté de caricaturer doit s'arrêter aux religions).**

[...]

Ce qui est frappant, avec ce débat autour de Charlie, c'est qu'il fonctionne comme une sorte de miroir des fractures multiples de notre société. Il met en exergue les lignes de faille du logiciel Républicain, dont certaines ont pris davantage

d'importance ces dernières années.

Il recoupe aussi notamment – au delà des traditions évoquées ci-dessus – le clivage peuple/élite. D'ailleurs, on note que ce sont souvent les mêmes personnes qui ne sont "pas Charlie" et qui expriment la plus grande défiance à l'égard des politiques et des institutions, qu'elles soient françaises ou européennes.

Aucune figure politique responsable dans notre République peut "ne pas être Charlie". Aucune autorité ne peut admettre que les principes sur lesquels elle repose soient bafoués et attaqués avec une telle violence. De ce point de vue, ne pas être Charlie c'est aussi une façon de se positionner contre cette élite, de manifester son opposition à la société. Rejeter l'autorité, ce qui passe par le rejet des valeurs communes en prétextant souvent que ces valeurs ne sont que des slogans sans traduction dans la réalité, voire des instruments de l'oppression.

Ce qui est inquiétant dans cette affaire, ce n'est pas tant l'existence de « Charlie » et de « non-Charlie ». Le clivage, la controverse, le débat, ont toujours été notre manière de « faire société ». Mais lorsqu'on exclut certains sujets de la sphère du débat légitime, lorsqu'on jette des anathèmes, que reste-t-il pour empêcher le séparatisme? Or sur nombre de sujets, il peut y avoir le sentiment qu'il ne faut plus rire, plus polémiquer, plus contester, au nom d'une certaine idée du respect des identités, des droits des minorités, ou de la Raison... il est frappant de constater que dans le sondage Ifop, 43% des Français estiment que la liberté d'expression a diminué dans les « médias traditionnels », c'est à dire dans la sphère du débat « autorisé » (à la différence de la sphère familiale et des réseaux sociaux, pour lesquelles les Français ne font pas ce même constat). Il est possible de se demander si finalement, au prétexte de ménager toutes les identités et sensibilités, nous n'organisons pas la coexistence au lieu de renforcer la cohésion. La société victimaire fonctionne sur une forme d'interdit de « prévention ». C'est sans doute la conséquence de la domination intellectuelle de ce que l'italien Raffaele Simone a appelé « le monstre doux ». Est-ce durable?

Que peut révéler cette nouvelle divergence du climat actuel et du bouleversement de l'échiquier politique de cette dernière année ?

L'un des marqueurs politiques du macronisme, c'est de chercher à dépassionner les débats, à contourner la conflictualité politique. Il est ainsi parvenu à désamorcer un certain nombre de débats sur lesquels la conflictualité – notamment entre gauche et droite – était auparavant très forte. La question que repose Charlie en ce début d'année est celle de l'efficacité de la recette du « pragmatisme » macronien dans le passage de l'économique au sociétal.

En réalité, il y a deux écueils devant cette méthode. D'une part, si l'on s'attache aux seules questions de la caricature des « communautés religieuses », nous touchons à « l'intimité », à la conception même de la vie que nous portons en chacun de nous. En ce sens, l'idée d'un aggiornamento pragmatique apparaît compliqué. On le voit dans ce qui pour l'instant peut apparaître comme des hésitations à porter le débat sur la fin de vie, pourtant remis en avant par certains élus de la majorité LREM.

D'autre part, si l'on élargit la focale au delà de la seule question religieuse, c'est la vision de notre République qui est en jeu. Elle ne peut faire l'objet d'une discussion. Soit l'on est universaliste, soit l'on est différentialiste. Cela impose un choix très net, exclusif de l'autre. Ici, il s'agit moins d'une question de méthode, que de formuler une vision de la société, et le message que la France adresse au monde.

De ce point de vue, le bouleversement de l'échiquier politique ne joue aucun rôle. Il met en revanche au défi la méthode que les Français ont plébiscité en balayant les vieux partis, les vieilles oppositions.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/pourquoi-suis-charlie-recree-clivage-droite-gauche-plus-que-tout-autre-enjeu-politique-actuel-chloe-morin-3272649.html#QfyAqXOVpLjZAs22.99>